

On trouvera dans ce numéro 101 quelques tentatives d'innovations éditoriales par rapport aux années précédentes :

- la rédaction a traduit deux articles, l'un de l'espagnol, l'autre du russe, considérant qu'à l'heure de la globalisation tant scientifique que marchande, où l'anglais fait office de « Lingua franca », l'utilisation de cette technique éprouvée pouvait toujours apporter un plus à nos lecteurs. Nous donnons ainsi la parole à deux statisticiens d'Amérique Latine et d'Asie Centrale. « Traduttore, traditore<sup>1</sup> » dit un proverbe italien. A nos lecteurs francophones de juger si cette trahison est riche d'enseignements et de nous encourager à poursuivre ou non dans ce sens, qui représente un surcroît de travail important.
- Nous publions par ailleurs dans ce numéro un article de Pierre Ngetse<sup>2</sup>, statisticien dans l'administration camerounaise, au statut un peu particulier tant par le choix du sujet que par le « mode de production » :
  - Le sujet et le fond. L'article traite de l'allocation optimale d'un échantillon entre plusieurs strates en tenant compte de contraintes de taille et de précision. Il doit être vu comme un exercice d'application de techniques de sondage connues, mais avec un caractère didactique marqué, et appliqué à une géographie du Sud bien précise, en l'espèce le Cameroun, et non à un cas d'école. Il cherche à toucher une audience large au-delà du cercle réduit des praticiens des sondages aléatoires, celles et ceux de plus en plus nombreux pour lesquels les enquêtes sont un des fondements de leurs analyses économiques.
  - Le mode de production. Comme pour tout article soumis à STATECO, revue « à référents », cet article est le fruit d'aller-retours entre l'auteur et des référents. Mais l'idée qui anime les référents ici est d'aider le ou les auteurs à améliorer leur article de manière à le mettre en valeur. Tout autant que notre lectorat, c'est nombre de nos futurs auteurs statisticiens qui sont ici concernés, affligés qu'ils sont, au Nord comme au Sud, d'une faible propension à rédiger. STATECO se veut ainsi une aide à la publication. Mais de tels référents sont rares et donc difficiles à trouver. Aussi, tout comme pour les articles, des candidatures sont dans ce domaine bienvenues pour la rédaction des prochains numéros de STATECO.

---

<sup>1</sup> Traducteur, traître !

<sup>2</sup> Allocation optimale sous contraintes : cas de la troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 3) 2007.

- En fin de numéro nous avons introduit une rubrique « Echos de la statistique africaine » où, de manière non institutionnelle, STATECO se propose de faire le point sur quelques problèmes, outils ou programmes remarquables dans le domaine de la production statistique au Sud du Sahara. Le BDCEA, Bulletin de Données Conjoncturelles des États membres d'AFRISTAT, nous a semblé être un bon exemple d'une volonté réussie de mettre à disposition des utilisateurs de façon régulière les principales données conjoncturelles à jour des États. Opérationnel depuis un an et demi ce Bulletin, agrégation harmonisée et comparable des données des États, est un des signes d'un renouveau statistique tant au niveau national que régional. Ultérieurement cette rubrique est appelée à être complétée par des « notes de lecture » d'économie du développement.

On peut regrouper les articles du numéro 101 autour de cinq thèmes majeurs : la pauvreté, les enquêtes et les comptes nationaux, la méthodologie et les techniques d'enquête, les statistiques démographiques et sociales, les migrations.

## Pauvreté

Sous la rubrique « pauvreté » ce numéro 101 débute par ce que certains appelleraient une « note d'humeur ». Dans **Sacrifie-t-on au nom de la croissance, la lutte contre la pauvreté ? Discussion sur la croissance pro-pauvres au Sénégal**, Sandrine Mesplé-Somps s'interroge et nous questionne sur la réelle volonté de mise en œuvre de politiques pro-pauvres par les gouvernements nationaux en Afrique au Sud du Sahara. A partir de deux enquêtes budget consommation (ESAM I 1994-95 et ESAM II 2001-02) elle étudie l'impact sur les ménages des politiques suivies depuis plus de dix ans et fait ressortir le biais urbain et sectoriel de la diminution de la pauvreté enregistrée au Sénégal dans la période post dévaluation et la faible diffusion de la croissance vers les plus défavorisés. Tel n'est pas le constat à la base du programme de relance de la croissance mis en œuvre par le gouvernement qui insiste plutôt sur le fait que la croissance économique est trop faible pour obtenir une réduction de moitié du nombre de pauvres d'ici 2015. Ce programme a une vision de la croissance macro-économique comme portée par des secteurs potentiellement dynamiques, mais peu générateurs de revenus du travail et fort coûteux en ressources. Ses fondements ne sont donc pas orientés vers une croissance pro-pauvres et aucun outil de redistribution de cette croissance vers les plus démunis n'est proposé. Malgré la difficulté réelle à mener des actions de ce type, c'est sur la nécessité de leur mise en œuvre en cohérence avec ce qui se dit sur la pauvreté qu'insiste cet article.

L'article factuel de Zarylbek Kudabaev **Croissance économique et diminution de la pauvreté au Kirghizstan** lui fait écho en mettant en lumière un contraste saisissant entre les deux pays : au Sénégal en 7 ans nous avons une croissance du PIB de 34 % et une baisse de 5 points du taux de pauvreté extrême, au Kirghizstan en 6 ans, de 1999 à 2005, pour une croissance du PIB de 27 % l'auteur comptabilise une baisse de 18 points. Mais si Zarylbek Kudabaev ne nous donne pas les ingrédients de cette croissance économique retrouvée, l'intérêt de son article vient également du fait que le Kirghizstan, disposant d'enquêtes annuelles auprès des ménages depuis 1996, ce que lui envieront tous les INS africains, a des résultats qui mettent en lumière un décalage initial entre croissance et diminution de la pauvreté, celle-ci n'intervenant qu'après plusieurs années. Si bien qu'en raisonnant sur l'ensemble de la période 1996-2005 on est plus proche des résultats « sénégalais », référence rendue aux différences de PIB par tête, de situation initiale et aux problèmes spécifiques d'une économie en transition.

## Enquêtes et comptes nationaux

La deuxième rubrique de ce numéro 101 porte sur la question de la divergence (croissante) entre enquêtes et comptes nationaux et sur l'intégration des enquêtes dans les comptes et débute par un article sur **Mesurer les niveaux de vie : que captent réellement les enquêtes ? Discussions et illustration à partir de deux enquêtes ivoirienne et malgache**. Après nous avoir rappelé les termes d'un débat bien inattendu de l'économie du développement, débat qui intéressera non seulement tous ceux qui veulent utiliser les enquêtes pour améliorer les comptes mais aussi ceux qui œuvrent pour atteindre les objectifs du millénaire, Charlotte Guénard et Sandrine Mesplé-Somps prennent pour exemple deux enquêtes dans deux pays francophones, Madagascar et la Côte d'Ivoire, pour concrétiser l'analyse. A signaler le remarquable tableau en fin d'article où est présentée la synthèse des résultats permettant de mesurer l'importance relative de 8 ou 10 éléments majeurs sur l'évaluation du niveau moyen des agrégats de consommation ou de revenu et sur les indices de Gini associés. A noter également l'annexe comparant comptes nationaux et enquêtes et faisant ressortir clairement la différence d'évaluation.

Avec **Convergence entre enquêtes et comptes nationaux ? La stagnation du revenu par tête au Cameroun entre 1993 et 2005** l'article suivant poursuit la démarche de comparaison entre comptes nationaux et enquêtes en y ajoutant une dynamique temporelle. Il nous montre, dans le cas du Cameroun, un parallélisme remarquable entre enquêtes et comptes nationaux. Il revient sur les effets de la dévaluation et des politiques qui l'ont suivie en zone franc, sujet rarement évoqué sur un mode factuel dans la littérature sur le développement et montre que sur la période on a assisté à une diminution des inégalités (entre urbains et ruraux) mais que cela s'est fait dans un contexte de stagnation du revenu par tête et de la pauvreté. Faisant également écho aux développements de Sandrine Mesplé-Somps sur l'évolution du revenu par tête au Sénégal, l'article montre qu'après le choc extrême de la dévaluation, le Cameroun et le Sénégal ont tous deux suivi un même chemin de faible croissance par tête. Pour expliquer cette faible croissance l'article sur le Sénégal met l'accent sur le choix des secteurs et des politiques tandis que cet article privilégie le poids trop élevé de la croissance démographique.

## Méthodologie et techniques d'enquêtes

Dans le domaine des enquêtes, alors que la tendance semble être à un raccourcissement général des durées d'enquête, par économie ou par crainte parfois légitime de « lourdeur », ce qui n'est pas sans poser problèmes pour la mesure des effets saisonniers dans les indices de prix des pays de la zone franc par exemple, Christophe Muller nous propose une analyse de **l'Impact comparé d'un questionnaire rétrospectif par rapport à des relevés budgétaires quotidiens**. Il en conclut une sous-estimation de la consommation moyenne, dont il faut tenir compte, et qui recoupe certains des problèmes évoqués dans le thème précédent.

On a déjà présenté l'article de Pierre Nguetse consacré à **l'Allocation optimale sous contraintes : cas de la troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 3) 2007** au début de cet éditorial, on n'y reviendra donc pas. L'article suivant dans la rubrique, nous emmène hors d'Afrique, avec une réflexion méthodologique sur **La conduite d'enquête auprès des personnes handicapées en Afghanistan** par Parul Bakhshi et Jean-François Trani. L'enquête présentée en exemple s'inspire de la théorie des capacités de A. Sen, en ce

qu'elle intègre notamment des questions sur les interrelations entre l'individu et son environnement, mais est bien aussi dans la filiation d'AMIRA<sup>3</sup>. Elle aborde les problèmes majeurs d'organisation, de traduction, de contrôle interne, de sens et de culture qu'ont soulevé sa réalisation. Les paragraphes consacrés à la perception de l'enquête par un Mollah, un *Usualli* ou un *Malleck*, a fortiori par un habitant du village, pour lesquels il est étrange de ne vouloir interviewer qu'une partie du village sont inoubliables. Il y a là matière à réflexion pour qui veut assurer fiabilité et pertinence au recueil d'informations dans le cadre d'une enquête par questionnaire auprès des ménages dans les pays en situation de conflit endémique, comme disent les auteurs, mais au delà du cas afghan ou des pays post conflits, ces remarques concernent tous les pays du Sud.

## Statistiques démographiques et sociales

Dans cette rubrique traditionnelle, nous donnons la parole à un praticien chevronné des statistiques qui prend précisément des positions non traditionnelles : **Recensements et bases de données locales : nouvelle approche de l'information démographique et sociale** de Xavier Charoy. Partant du constat de la lourdeur inutile des recensements actuels, de l'intérêt nouveau pour les données locales et de l'apparition de nouveaux outils, il propose une approche intégrée des statistiques fondée sur un recensement redimensionné et réorienté et sur une base de données locales. Avec malice, il souligne qu'une telle réorganisation ne bouleverserait nullement les grandes lignes de la situation actuelle, mais que les petits changements apportés auraient de grandes conséquences opérationnelles.

## Migrations

Nous donnons ici la parole à un cadre supérieur d'un Institut National de la Statistique d'un pays andin pour montrer que la faiblesse des statistiques disponibles sur l'important sujet des migrations et des transferts des migrants n'est pas propre à la seule Afrique et se retrouve dans bien d'autres pays du Sud. Mais **Ces péruviens qui s'en vont... migrations internationales au Pérou, une évaluation** d'Anibal Sánchez Aguilar montre aussi qu'à partir de ces quelques données, on peut reconstituer des éléments solides et mettre en lumière des phénomènes nouveaux, comme l'inversion puis l'accélération des flux migratoires que connaît ce pays depuis une quinzaine d'années et l'importance des transferts des migrants. En chemin Anibal Sánchez Aguilar fait un détour par l'histoire et survole l'évolution démographique mouvementée qu'a connue son pays. Si cet article se permet des estimations parfois hardies, il appelle dans sa conclusion à la tenue d'enquêtes spécifiques. C'est pourquoi nous avons demandé à Flore Gubert, spécialiste en ce domaine, de réagir à sa lecture et de nous exposer les méthodes et types d'enquêtes à privilégier pour estimer les envois de fonds des migrants.

---

<sup>3</sup> Sur le groupe AMIRA (*Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieu Rural Africain*) et sa doctrine voir l'article de Jacques Charmes dans *STATECO 100, L'héritage d'AMIRA*, p. 81-84.